

Ils ne parlent plus des problèmes de l'URSS, des problèmes des "démocraties populaires" et de leurs problèmes propres qu'en tant que problèmes de l'époque de transition du capitalisme au socialisme;

-- ils ont abandonné la théorie de l'URSS-capitalisme d'Etat, sans retomber dans les "explications" apologétiques du stalinisme du type "culte de la personnalité" ou "conséquences objectivement inévitables d'un Etat arriéré", etc. Ils expliquent maintenant, en gros correctement, les racines économiques et sociales, objectives, du phénomène de bureaucratisation, et le rôle subjectif décisif du Parti pour freiner et limiter dans la mesure du possible l'extension de ce phénomène;

-- ils rejettent le dogme de la "priorité absolue à accorder au développement de l'industrie lourde" (qui n'est que le masque idéologique des intérêts de la bureaucratie dans le domaine de la planification) et réclament un développement harmonieux des deux secteurs de l'industrie, l'augmentation parallèle du niveau de vie des masses et de l'essor industriel étant une condition primordiale pour la lutte victorieuse contre la bureaucratie;

-- ils définissent correctement le conflit fondamental entre la bureaucratie et la classe ouvrière comme une compétition pour la gestion des moyens de production dans la disposition du sur-produit social;

-- ils décrivent correctement la crise de la théorie marxiste sous la domination bureaucratique, sa dégradation au rôle d'une servante pragmatique et apologétique de la pratique quotidienne de la bureaucratie, les résultats néfastes d'un tel développement y compris sur le plan pratique, et la nécessité absolue de soumettre constamment toutes les théories, tous les dogmes, au crible de la critique révolutionnaire, la nécessité absolue d'une lutte de tendances sur tous les plans (y compris celui du parti).

Ce qu'il y avait à critiquer dans le Programme yougoslave, nous l'avons critiqué en détail dans les revues de notre mouvement : certaine confusion en matière de capitalisme d'Etat; une estimation erronée du rôle de la bourgeoisie coloniale; des illusions dangereuses en ce qui concerne la "coexistence pacifique"; une conception trop statique et trop fédérative de l'internationalisme prolétarien (bien que le Programme affirme le devoir des communistes de chaque pays d'aider les travailleurs d'autres pays dans leur lutte pour le socialisme); l'absence d'une conception claire de la démocratie ouvrière dans l'Etat ouvrier, par le rejet du droit de constituer plusieurs partis ouvriers comme une revendication "petite-bourgeoise anarchiste".

Les progrès réalisés par la pensée marxiste yougoslave, de même que ses limites, confirment la justesse de la définition donnée du Parti communiste yougoslave au 3^e Congrès Mondial de notre Internationale comme une force centriste de gauche, dont l'évolution générale suit une trajectoire le rapprochant du marxisme révolutionnaire, avec des écarts opportunistes multiples et périodiques.

N'oublions pas que cette évolution n'est pas simplement le résultat d'une évolution des idées, mais avant tout le produit d'une évolution de la pratique du prolétariat yougoslave, dont la portée révolutionnaire est immense. Nous faisons allusion à l'extension et au perfectionnement du système d'auto-gestion des entreprises. Il est vrai que l'initiative pour la constitution des conseils ouvriers est venue d'en haut et non d'en bas. Mais ceux qui se contentent de cette constatation pour conclure au caractère "bureaucratique" de ces conseils (opposés par exemple aux conseils ouvriers plus